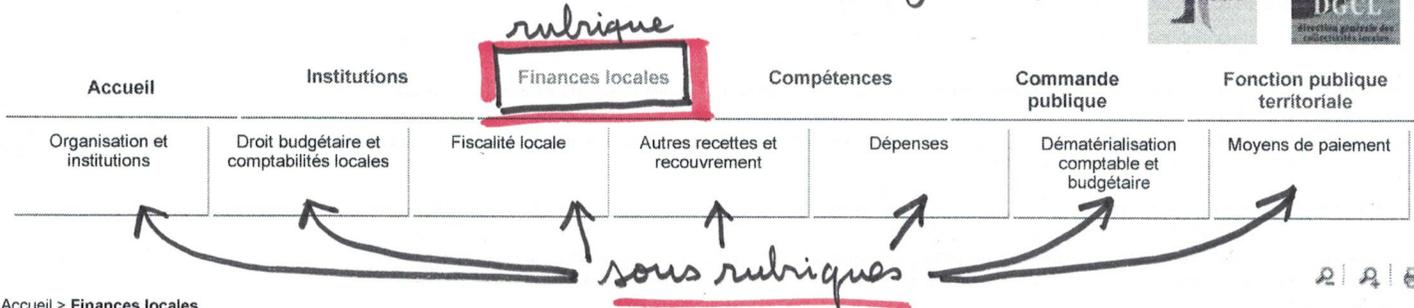


Allez faire un tour



site: www.collectivites-locales.gouv.fr



Accueil > Finances locales

Finances locales

► Actualités du 10 novembre 2020

PLF 2021

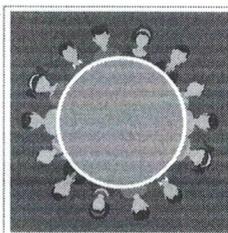
Ministère de la Transition écologique - Intervention de Barbara Pompili : Discussion générale – PLF 2021 à l'Assemblée nationale - 10 novembre 2020

Fiscalité

Ministère de l'Economie, des Finances et de la Relance - Paiement de la taxe d'habitation 2020 - Communiqué

Focus sur ...

La CFE



Dégrèvement exceptionnel de cotisation foncière des entreprises pour la taxation 2020

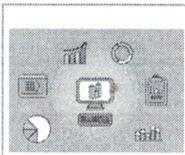
Aux termes du I de l'article 11 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, "par dérogation au I de l'article 1639 A bis du code général des impôts, les **communes** et les **établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre** pouvaient, par délibération prise au plus tard le 31 juillet 2020, instituer un **dégrèvement des deux tiers du montant de la cotisation foncière des entreprises et des prélèvements** prévus à l'article 1641 du même code dus au titre de 2020 afférent aux établissements qui remplissent les conditions mentionnées au présent article".

L'objectif était d'octroyer une **aide fiscale exceptionnelle**, au titre de 2020, en faveur des entreprises de taille petite ou moyenne des **secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, de la restauration, de la culture, du transport aérien, du sport et de l'évènementiel** qui ont été particulièrement affectés par le ralentissement de l'activité économique lié à la crise sanitaire. Cette mesure a été particulièrement suivie.

Ci-dessous la liste des communes et des EPCI ayant pris cette délibération, pour le rôle général de la taxation de cotisation foncière des entreprises :

- la liste des communes;
- la liste des EPCI.

Les commissions locales



Le renouvellement des commissions communales et intercommunales des impôts directs

Suite aux élections communales et communautaires, les commissions communales et intercommunales des impôts directs (CCID et CIID) doivent

Ce site utilise des cookies

En naviguant sur notre site vous acceptez l'installation et l'utilisation des cookies sur votre ordinateur. En savoir plus

J'accepte

Questions parlementaires

Actualité des questions parlementaires sur les finances locales

Pour aller plus loin

Documentation - Dépliants de la DGFiP
Données financières



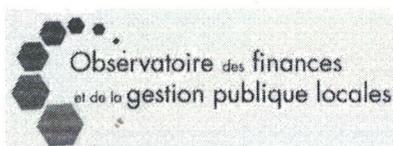
Rapport de l'Observatoire des finances et de la gestion publique locales

LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS
LOCALES EN 2020

Pour regarder tranquillement
ce rapport, prévoyez 1 heure.
tapez sur google directement :

Rapport Observatoire Finances locales 2020

Vous l'aurez tout de suite.
Enregistrez-le sur votre disque dur.



Président : André Laignel
Rapporteur : Charles Guené
Juillet 2020



Le rapport est synthétisé en 36 pages faciles.

36
Pages

Avant-propos	5
Vue d'ensemble sur 2019	7
Fiches par collectivité	21
Les finances du secteur communal. . . X	21
Les finances des départements	32
Les finances des régions et des CTU	39
Annexes	
Annexe 1 - Les comptes des administrations publiques locales	46
Annexe 2 - Les finances des collectivités locales	50
Annexe 2A - Les budgets principaux	50
Annexe 2B - Les budgets annexes	61
Annexe 2C - Consolidation entre budgets principaux et annexes	69
Annexe 2D - Consolidation entre collectivités	77
Annexe 2E - Estimations 2020	83
Annexe 2F - Présentation fonctionnelle	85
Annexe 3 - Les collectivités locales ultra-marines	92
Annexe 4 - Les transferts, extensions et créations de compétences	98
Annexe 5 - Les disparités des situations communales, départementales et régionales	117
Annexe 6 - Le périmètre des EPCI à fiscalité propre au 1 ^{er} janvier 2020.	125
Annexe 7 - Les finances des syndicats et des établissements publics locaux (EPL)	131
<u>Annexe 8 - La fiscalité locale.</u>	134
Annexe 9 - Les concours financiers de l'État aux collectivités	144
Annexe 10 - La péréquation entre collectivités territoriales	164
Annexe 11 - Les effectifs et les salaires dans les collectivités locales	173
Annexe 12 - Synthèse du rapport public annuel du CNEN	185
Annexe 13 - Ratios d'autonomie financière	190

aller à
7
debut

43 ← Fi

jetez un coup d'œil sur les annexes pour
savoir sur quels sujets elles sont.
Vous en aurez besoin plus tard...

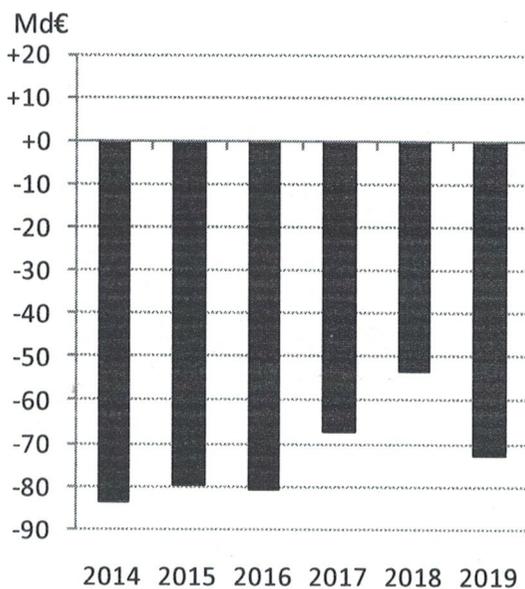
Tableau 1 : Capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations publiques
en milliards d'euros

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Administrations publiques centrales	-71,7	-75,8	-81,6	-74,0	-67,9	-85,9
Administrations de Sécurité sociale	-7,4	-3,8	-2,2	+4,9	+11,7	+14,1
Administrations publiques locales	-4,8	-0,1	+3,0	+1,6	+2,7	-0,9
<i>dont : collectivités locales</i>	-4,6	+1,1	+3,3	+2,3	+4,2	+1,4
<i>organismes divers d'administration locale</i>	-0,2	-1,2	-0,3	-0,7	-1,5	-2,3
Total Administrations publiques	-83,9	-79,7	-80,7	-67,4	-53,5	-72,7
Déficit public notifié (au sens du traité de Maastricht, en points de PIB)	-3,9	-3,6	-3,6	-2,9	-2,3	-3,0

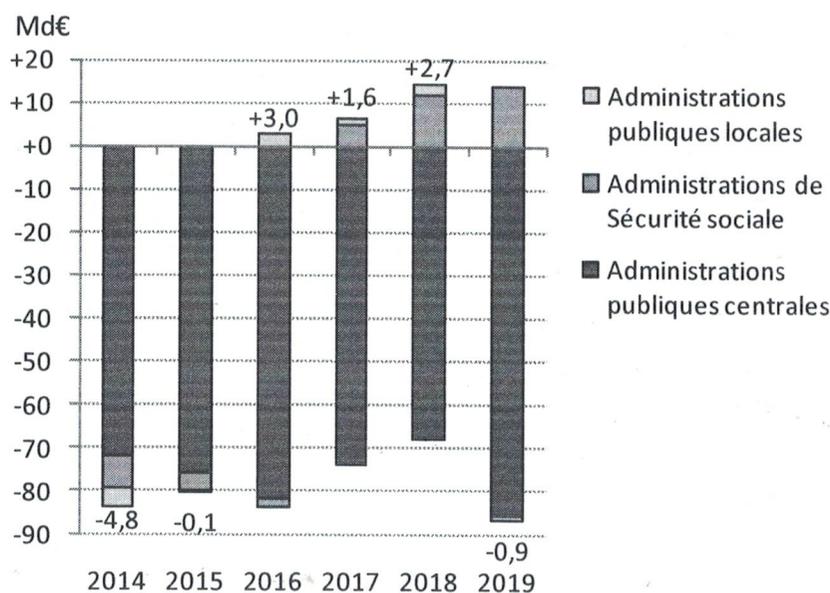
Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2014.

Graphique 1 : Capacité (+) ou besoin (-) de financement des administrations publiques

Ensemble des administrations publiques

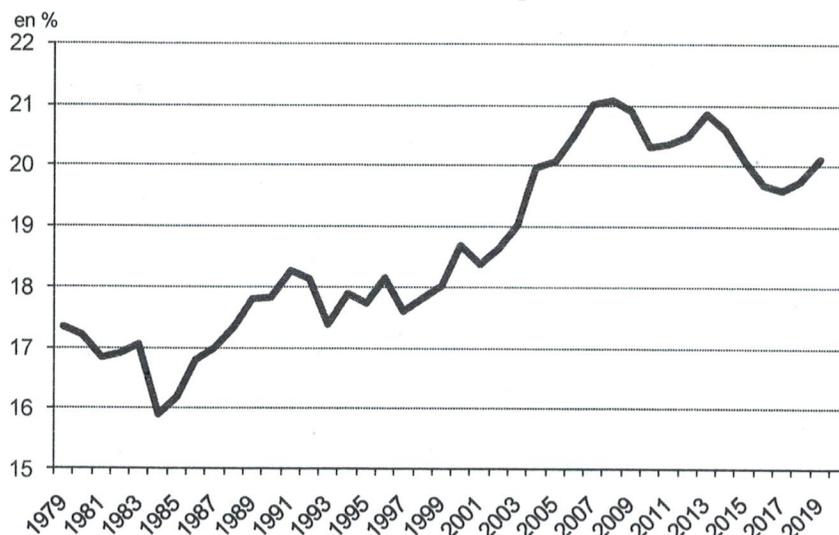


Décomposition selon le type d'administration



Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2014.

Graphique 2 - Poids des dépenses des administrations publiques locales dans les dépenses publiques totales



Source : Insee, Comptes Nationaux - Base 2014.

Fiches par niveau de collectivités

Les finances du secteur communal (communes, y compris Ville de Paris dans sa nouvelle configuration à partir de 2019, groupements à fiscalité propre, établissements publics territoriaux (EPT) de la métropole du Grand Paris (MGP), et métropole de Lyon)

GUILLAUME LEFORESTIER, XAVIER NIEL (DGCL)

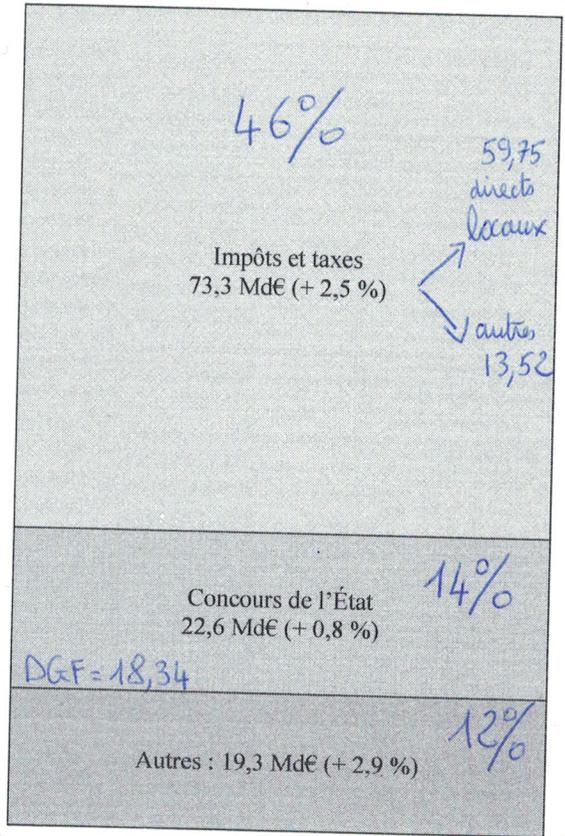
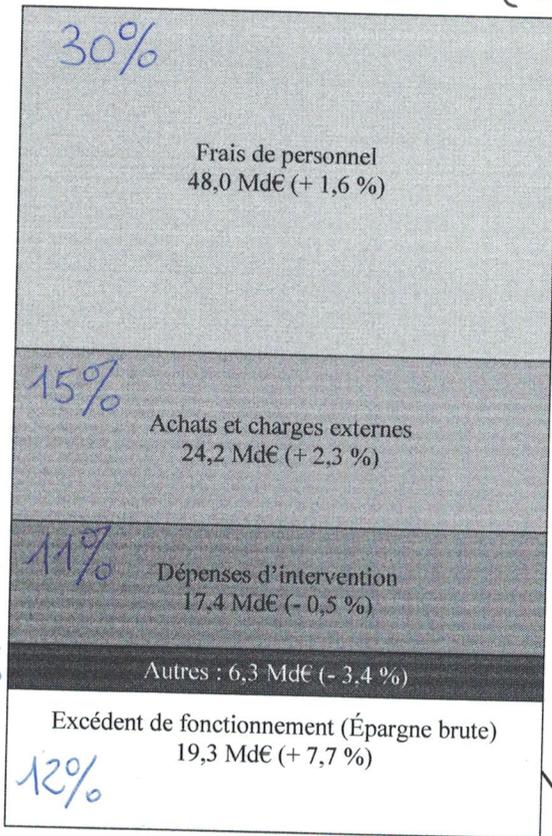
L'équilibre des comptes de 2019

Dépenses

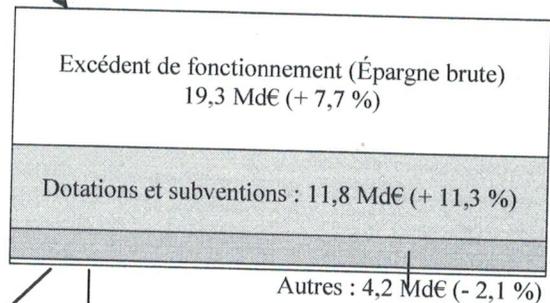
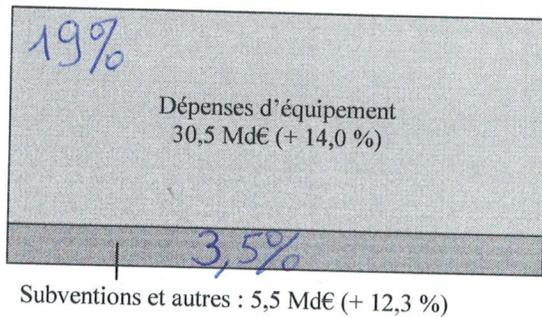
159,4 Mds €
(brut)

Recettes

1er poste
FONCTIONNEMENT

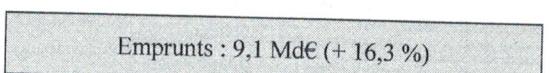
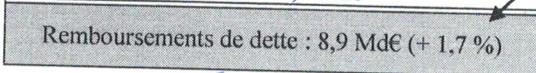


2ème poste
INVESTISSEMENT



FINANCEMENT

Besoin de financement : - 0,7 Md€

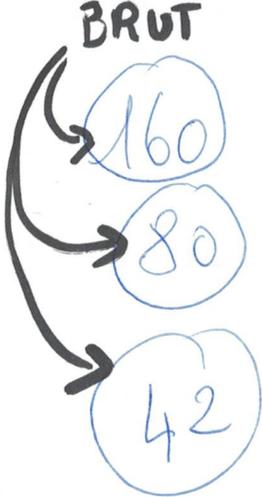


Variation du fonds de roulement : - 0,5 Md€

(a) Y compris la métropole de Lyon et les EPT de la métropole du Grand Paris.

Évolutions entre 2018 et 2019 à champ constant, donc hors Paris.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion - budgets principaux



Bloc Communal 159,4 → net 141 Mds €

D = 70 Mds + 9,4 = 79,14

Régions 35,5 + 6,45 = 41,95

Toutes Coll 246 Mds net 34,85 = 281

+ syndicats 17 Mds TOTAL NET TOTAL BRUT

$$\begin{array}{r} 246,5 \\ + 17 \\ \hline 263,5 \end{array}$$

ensemble des CT

BA = 30 Mds de + soit 11% en +

Fiscalité communale (bloc) tableau p 136

44 impôts ménages

14 impôts économiques

}	TH = 15 977 + 7 375 = <u>23 352</u>
	TFB = 18 358 + 1 839 = <u>20 197</u>
	TFNB = 858 + 230 = 1 088
}	CVAE = 624 + 5 033 = 5 657
	CFE = 618 + 7 385 = <u>8 003</u>
	IFER = 71 + 562 = 633

fiscalité totale % bloc

23,4	99%
34,5	58%
1,0	100%
18,9	30%
8,0	100%
1,5	40%
7,0	91%

{ TEDP = 626 + 5861 = 6 487
 { Si vous rajoutez la TEDP, les impôts ménages = 50 Mds

<u>Sommaire</u>	<u>annexe 1</u>	<u>TABLO</u>	<u>Bulles</u>	<u>Fonct. Publ</u>	<u>Program</u>
	P 8	P 21		P 174	↓ environnement

Tableau 1 - Impôts et taxes perçus par les collectivités locales

(en millions d'euros)

	Communes ^(d)	GFP ^(e)	Syndicats	Départements	Régions et CTU	Ensemble 2019	Évolution 2019 / 2018
Total des impôts et taxes	45 768	33 339	2 483	44 394	26 599	152 582	+3,4%
Impôts et taxes de la section de fonctionnement	44 829	33 069	2 483	44 394	26 242	151 017	+3,4%
- Impôts locaux^(a)	37 226	29 247	718	18 125	10 380	95 696	+3,3%
Taxe d'habitation (TH)	15 977	7 375	91	-	-	23 443	+3,3%
Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)	73	2	0	-	-	75	+5,7%
Taxe sur le foncier bâti (FB)	18 358	1 839	96	14 059	174	34 526	+2,7%
Taxe sur le foncier non bâti (FnB)	858	230	4	-	-	1 092	+2,3%
Cotisation foncière des entreprises (CFE)	618	7 385	2	-	-	8 006	+0,6%
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	624	5 033	-	3 776	9 492	18 925	+6,8%
Impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (IFER)	71	562	-	290	633	1 557	+1,2%
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	21	770	-	-	-	791	+2,1%
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	626	5 861	525	-	-	7 012	+1,3%
Taxes annexes (Gemapi et TASA)	0	190	-	-	80	270	+15,4%
- Autres impôts et taxes^(b)	7 603	3 823	1 765	26 269	15 862	55 321	+3,5%
Droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	4 174	371	0	11 495	115	16 155	+9,8%
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)	262	114	0	5 826	5 456	11 659	-0,7%
Taxe sur les conventions d'assurance (TSCA)	74	62	0	7 274	109	7 520	+3,1%
Versement mobilité (VM)	16	3 333	1 228	0	0	4 577	+5,6%
Taxe sur la consommation finale de l'électricité (TCFE)	867	39	712	676	7	2 302	-0,3%
Taxe sur les certificats d'immatriculation	0	0	0	0	2 299	2 299	-1,2%
Taxe d'apprentissage	0	0	0	12	2 348	2 360	+1,7%
Taxe d'aménagement	2	2	0	556	8	567	-2,4%
Taxe de séjour	269	250	6	20	0	545	+19,2%
Impôts et taxes Corse et Outre-mer	996	9	0	124	899	2 028	+1,5%
Fraction de TVA					4 291	4 291	+2,3%
Autres recettes fiscales ^(c)	943	-358	-181	284	329	1 017	+8,1%
Impôts et taxes de la section d'investissement^(b)	939	269	0	0	357	1 566	+2,3%
Taxe d'aménagement	891	269	0	0	57	1 217	+7,2%
Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)	0	0	0	0	300	300	-7,2%
Autres	48	1	0	0	0	49	-32,3%

(a) Source : Recensement des éléments d'imposition (REI).

(b) Source : Comptes de gestion.

(c) Les montants négatifs s'expliquent par les reversements entre collectivités, ou vers des régions.

(d) Y compris Ville de Paris.

(e) Y compris métropole de Lyon.

Champ : ensemble des budgets (principaux et annexes) des collectivités locales et de leurs syndicats.

Source : DGCL. Données DGFIP, REI pour les impôts locaux et comptes de gestion pour les autres.

exercice de mémorisation = appenz vos 3 bulles

14 1
BLOC

57,3%

$\times 2$
↑
70
D

28,4%

$\times 2$
↑
35,5
R

14,3%

246,5 Mds € 2019

ce chiffre ne comprend pas les syndicats 17 Mds → 263,5
les BA 30 Mds soit 11% en +

Effectifs
Fonction Publique
Hors emplois aidés

Tableau 1a - Effectifs dans les trois versants de la fonction publique, par statut

(en milliers)

au 31 décembre	2016	2017 / 2016	2017	2018 / 2017	2018
Total trois fonctions publiques	5 672,1	-0,1%	5 664,7	-0,4%	5 643,0
Fonction publique de l'État	2 507,9	-0,0%	2 507,1	-0,1%	2 503,5
Ensemble hors contrats aidés	2 431,5	+0,8%	2 450,2	+0,8%	2 470,3
Fonctionnaires	1 545,9	+0,1%	1 546,7	-0,1%	1 545,4
Contractuels	399,7	+4,1%	416,2	+5,8%	440,2
Autres	486,0	+0,3%	487,3	-0,5%	484,7
Contrats aidés	76,4	-25,6%	56,8	-41,6%	33,2
Fonction publique territoriale	1 977,2	-0,4%	1 970,0	-0,8%	1 954,0
Ensemble hors contrats aidés	1 885,9	+0,9%	1 902,2	+0,7%	1 915,4
Fonctionnaires	1 469,3	-0,1%	1 467,8	-0,0%	1 467,3
Contractuels	356,9	+5,4%	376,1	+4,0%	391,1
Autres ^(a)	59,7	-2,4%	58,3	-2,3%	57,0
Contrats aidés	91,4	-25,8%	67,8	-43,0%	38,6
Fonction publique hospitalière ^(b)	1 187,0	+0,1%	1 187,6	-0,2%	1 185,5
Ensemble hors contrats aidés	1 165,4	+0,7%	1 173,4	+0,4%	1 178,6
Fonctionnaires	832,9	-0,8%	826,5	-1,2%	816,6
Contractuels	212,6	+5,9%	225,1	+6,2%	239,1
Autres	119,8	+1,6%	121,8	+0,9%	122,9
Contrats aidés	21,6	-34,0%	14,2	-52,0%	6,8

(a) Collaborateurs de cabinet, assistants maternels et familiaux, apprentis.

(b) Y compris internes et résidents, hors praticiens hospitalo-universitaires.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL, DGAFP.

Champ : France hors Mayotte, emplois principaux, tous statuts.

Tableau 1b - Structures des emplois dans les trois versants de la fonction publique

(en %)

	2014	2015	2016	2017	2018
Fonction publique de l'État					
Catégorie A	52,4	53,3	53,1	53,7	54,3
Catégorie B	23,1	24,6	24,3	23,1	23,8
Catégorie C	23,2	20,9	21,3	21,9	20,8
Indéterminée	1,3	1,2	1,3	1,3	1,1
Femmes	55,7	56,0	56,2	56,3	56,5
Temps partiel ^(a)	17,7	17,8	18,2	17,5	17,1
Fonction publique territoriale					
Catégorie A	9,0	9,2	9,2	9,2	9,4
Catégorie B	13,7	13,7	13,9	14,1	14,3
Catégorie C	76,7	76,4	76,2	75,9	75,5
Indéterminée	0,6	0,7	0,7	0,8	0,8
Femmes	60,7	60,8	60,9	61,1	61,2
Temps partiel ^(a)	28,3	28,0	28,1	27,8	27,4
Fonction publique hospitalière ^(a)					
Catégorie A	31,1	31,7	32,3	34,0	35,2
Catégorie B	19,4	19,1	18,7	17,4	16,5
Catégorie C	49,5	49,2	49,0	48,6	48,3
Indéterminée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Femmes	77,6	77,6	77,7	77,8	78,0
Temps partiel ^(a)	23,9	22,8	23,8	23,9	23,6

(a) Inclut les temps non complets et incomplets.

Lecture : en 2014, 52,4 % des agents de la fonction publique de l'État étaient de catégorie A.

Champ : France hors Mayotte, emplois principaux, tous statuts.

Source : Insee, SIASP.

Ordres de grandeur à connaître
FPT = 75% cat C donc reste 25%

B=15
A=10

174
la race des seigneurs...